



Centrale des syndicats
du Québec



Communiqué de presse

Entrevue de la ministre LeBel dans *La Presse*

« Projets pédagogiques particuliers non sélectifs : Un pas dans la bonne direction pour l'égalité des chances », soutient la CSQ

Montréal, le 9 décembre 2025. – La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et ses fédérations du réseau scolaire accueillent favorablement les déclarations de la ministre de l'Éducation, Sonia LeBel, dans un dossier publié par *La Presse* aujourd'hui.

« Il y a beaucoup d'éléments dans la publication de ce matin, mais, globalement, on interprète ces déclarations comme un signal positif, en phase avec les échanges que nous avons eus jusqu'à présent avec la ministre de l'Éducation. Nous souhaitons être écoutés depuis si longtemps, c'est très rafraîchissant, même si l'on se montre prudents. Il est essentiel de faire baisser la tension dans le réseau », fait valoir la première vice-présidente de la CSQ, Nadine Bédard-St-Pierre.

La Centrale vient d'ailleurs de franchir une nouvelle étape dans l'élaboration de sa plateforme en éducation, en actualisant certaines de ses positions et en adoptant de nouvelles orientations.

« Les réflexions de la ministre concernant les projets pédagogiques particuliers non sélectifs rejoignent notre position voulant qu'ils soient offerts à tous les élèves pour favoriser la mixité scolaire et sociale dans les classes. Idem en ce qui concerne la tenue d'une grande réflexion en éducation afin d'aborder les enjeux de fond. De notre côté, il s'agit d'un projet à moyen terme, compte tenu de son ampleur. Notre demande est donc réconciliable et ça change de la fermeture habituelle sur la question. Nous poursuivrons nos démarches avec nos membres et nous serons prêts, on ne lâchera pas le morceau ! », ajoute Mme Bédard-St-Pierre.

En ce qui concerne la question d'un palmarès des écoles publiques, la CSQ se réjouit que le projet ne soit pas passé en quatrième vitesse. « Il existe d'autres façons de

stimuler le réseau que par la compétition. C'est d'ailleurs de ça qu'e l'on veut se sortir en parlant d'inclusion, d'égalité des chances et de mixité. Un tableau de bord, si riche en statistiques soit-il, ne devrait pas servir à imposer de la pression, mais bien à dresser un portrait clair. Il y a tellement de facteurs qui entrent en ligne de compte. »

La Centrale souligne aussi que le dossier de la violence ne doit pas être mis de côté et souhaite qu'il forme un chantier à part entière. « On en parle moins à travers les événements fortement médiatisés, mais au quotidien, cela demeure une priorité pour l'ensemble du personnel du réseau. Ça fait partie de leur quotidien et ils ont besoin de se sentir soutenus. On a fait beaucoup de travail ces dernières années, il faut poursuivre en ce sens. »

« Nous reconnaissons l'ouverture de la ministre Sonia LeBel au regard des demandes de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ), soit le report de l'implantation du programme de français et l'élimination d'un bulletin, tel que réclamé par les profs après une vaste consultation. De plus, nous avons soumis des pistes de solution pour faire diminuer le nombre d'enseignantes et d'enseignants non légalement qualifiés et favoriser l'insertion professionnelle. Nous voyons d'un bon œil le travail qui se poursuivra avec le ministère à ce sujet. C'est très encourageant et nous suggérons à la ministre de travailler également sur d'autres mesures d'apaisement, comme de consulter le personnel enseignant afin de revoir le code d'éthique qui lui a été imposé. Nous réitérons notre collaboration pour trouver des voies de passage porteuses », souligne Richard Bergevin, président de la FSE-CSQ.

« Dans nos écoles et nos centres, le personnel de soutien et bien d'autres membres du personnel subissent des gestes de violence qui ne cessent de s'aggraver. Les besoins explosent, mais le gel d'embauche et les compressions budgétaires ont des conséquences directes dans nos établissements. Depuis trop longtemps, nous réclamons des ressources à la ministre de l'Éducation et à celles et ceux qui l'ont précédée. La pénurie de main-d'œuvre n'a fait qu'envenimer une situation déjà intenable. Que la ministre Sonia LeBel ait écarté cette réalité de ses priorités est tout simplement inexcusable, elle oublie les vraies priorités », soutient Éric Pronovost, président de la Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS-CSQ).

« Le personnel professionnel est prêt à collaborer avec la ministre sur ses chantiers en éducation. D'ailleurs, nous réaffirmons que les conseillères et conseillers pédagogiques détiennent une expertise significative qui doit être mise à profit pour le programme de français, l'évaluation et le soutien aux enseignantes et enseignants non légalement qualifiés. Tous les jours, des élèves du Québec sont privés de services de psychologie, d'orientation, d'orthophonie, etc., auxquels ils ont pourtant droit. Nous nous désolons donc que les services aux élèves ne fassent pas partie de l'équation. Nous espérons que la ministre est aussi en action relativement à l'accès aux services professionnels publics, puisqu'il s'agit d'un levier important pour assurer l'égalité des chances à tous les élèves », indique Carolane Desmarais, présidente de la Fédération du personnel professionnel de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ).

Profil de la CSQ

La CSQ est la plus importante organisation syndicale en éducation au Québec. Elle représente des membres dans toutes les catégories d'emplois, de la petite enfance à l'enseignement supérieur, en passant par tout le réseau scolaire.

La Centrale rassemble 225 000 membres; elle compte 11 fédérations qui regroupent quelque 240 syndicats affiliés, auxquels s'ajoute l'AREQ, le mouvement des personnes retraitées CSQ. Elle est également présente dans les secteurs de la santé et des services sociaux, du municipal, des loisirs, de la culture, du communautaire et des communications.

Renseignements

Maude Messier

Attachée de presse de la CSQ

Cellulaire : 514 213-0770

Courriel : messier.maude@lacsq.org